

Radiographie politique d'Égypte

Les pièces du paysage politique sont divisées par leur relation aux dispositions constitutionnelles, postérieures à Morsi, et au paradigme de la guerre contre le terrorisme.

Hisham A. Hellyer

Plus de trois ans se sont écoulés depuis que les Égyptiens ont commencé à se rendre en masse sur la place Tahrir pour finalement déclencher le début d'une révolte en Égypte. Auhourd'hui, la réalité politique du pays a changé et évolué, mais si c'est bien sur cette place que débutait une révolution, celle-ci n'a pas encore abouti. De ce fait, il est difficile de dire dans quelle mesure l'on a avancé vers les objectifs du soulèvement, et encore plus d'affirmer qu'ils ont été atteints. Qu'en est-il, alors, du paysage politique de ce pays, situé au cœur du monde arabe, dont la situation affecte non seulement la région, mais aussi la communauté internationale dans son ensemble ?

Début 2011, le paysage politique en Égypte était peu transparent. Trois ans après, ceci semble plus évident que jamais. Il existe des éléments qui continuent à échapper au regard public, mais en général, on peut distinguer les différentes pièces en fonction de leur relation vis-à-vis des dispositions constitutionnelles, postérieures à Morsi, et vis-à-vis du paradigme de la « guerre contre le terrorisme ».

La première pièce est celle qui est souvent décrite, bien que de façon peu opérative, comme l'« État profond ». La deuxième représente la haute sphère militaire et son appareil. La troisième, les groupes islamistes de l'opposition qui n'acceptent pas les nouvelles dispositions constitutionnelles. La quatrième, les coalitions islamistes qui reconnaissent l'efficacité des dispositions postérieures à Morsi. Ensuite viennent les groupes politiques non islamistes qui ne prêtent pas seulement appui aux dispositions constitutionnelles, mais qui défendent de plus le discours de la « guerre contre le terrorisme ». Le dernier groupe est formé par les coalitions (pour la plupart non islamistes) qui reconnaissent les nouvelles dispositions constitutionnelles, mais rejettent le cadre de la « guerre contre le terrorisme ».

L'État profond

Le concept d'« État profond » est problématique pour des raisons conceptuelles et théoriques. En ce qui concerne cet article, cependant, il fait ré-

férence aux coalitions et aux alliances dans la bureaucratie étatique, concrètement les éléments liés à la sécurité et aux intérêts économiques extérieurs à la bureaucratie qui constituaient la colonne vertébrale du régime de Moubarak. Après la révolte qui a conduit à son renversement par une partie de la haute sphère militaire, le 11 février 2011, les coalitions se sont trouvées en situation de désavantage. Comme la plupart du pays, la situation les avait pris au dépourvu et, étant donnée l'ambiance générale, elles ont adopté pendant un an une attitude prudente. La situation a changé au cours de la période précédant les élections présidentielles de 2012, lorsqu'elles ont appuyé (presque avec succès) le dernier premier ministre de Moubarak, Ahmad Shafiq. Très actives sous le mandat de Morsi, elles ont soutenu la campagne de *Tamarrod* qui cherchait la convocation rapide d'élections présidentielles, et elles ont activement défendu le renversement militaire de Morsi suite aux protestations massives. Actuellement, elles tentent de se situer dans la nouvelle structure de pouvoir et la plupart d'entre elles appuient la candidature présidentielle du maréchal Abdel Fattah al Sissi et défendent énergiquement la « guerre contre le terrorisme », en ne prêtant aucune ou peu d'attention aux effets nuisibles pour le pluralisme politique et le respect des libertés civiles.

L'armée

La haute sphère militaire a joué un rôle notoire dans la politique égyptienne depuis 1952, un fait que la révolte de 2011 n'a pas réussi à éradiquer. Bien que la révolte les ait pris eux aussi au dépourvu, les hauts commandements ont tenté de l'utiliser pour d'autres fins. Leur base d'appui a été la jalousie des forces politiques du pays : selon divers sondages de Gallup et l'étude indépendante de Tahrir Trends, la confiance vis-à-vis des militaires a baissé de 95 % à environ 80 % depuis le début de la révolution jusqu'au renverse-

Dr H.A. Hellyer, chercheur non résident auprès de la Brookings Institution (Washington DC), membre associé au Royal United Services Institute de Londres, et chercheur associé auprès de l'Ash Center for Democratic Governance and Innovation, Kennedy School of Harvard University.

ment de Morsi. Cet indice a probablement baissé depuis juillet. Mais, dans tous les cas, au vu du chiffre initial de 95 % et de la grande impopularité des Frères musulmans et de Morsi, il est probable que la confiance en l'armée soit représentative de l'immense majorité de la population du pays. Cependant, ces dernières semaines, la haute sphère militaire a effectué un certain tournant, en prêtant son appui explicitement (ou en exigeant le soutien) au maréchal Al Sissi pour sa candidature, prévue, aux présidentielles. Dans le cas où Al Sissi échouerait à satisfaire les attentes populaires, une grande partie de l'indignation retomberait, probablement, sur l'armée, puisqu'il ne fait aucun doute qu'Al Sissi est leur candidat. Cependant, tous les indices indiquent que l'armée soutiendra Al Sissi en lui octroyant non seulement un appui rhétorique, mais aussi financier, du moins pendant la première partie de son mandat, ce qui pourrait retarder, ou même désactiver, temporairement une réaction violente.

L'Alliance des Anti-Coup d'État et les Frères musulmans

Les groupes islamistes qui n'acceptent pas les nouvelles dispositions constitutionnelles sont concentrés dans l'Alliance des Anti-Coup d'État dirigée par les Frères musulmans. Ce sont eux qui ont le plus souffert des sévères mesures de sécurité depuis la chute de Morsi le 3 juillet, et leurs dirigeants politiques de premier, deuxième et troisième niveau se trouvent en prison ou en exil. Certains dirigeants de quatrième niveau sont aussi arrêtés, soit dans les rafles de la répression contre les manifestations, soit préalablement sous l'accusation de conspirer contre l'État et autres prétextes de ce genre. Cependant, leur efficacité politique est discutable. Depuis début août et, surtout, depuis le vio-



Des partisans de Morsi protestent lors de la deuxième audience du procès contre l'ancien président. Le Caire, le 23 février 2014.

/AHMED ISMAIL/ANADOLU AGENCY/GETTY IMAGES

lent démantèlement des sit-in soutenant Morsi du 14 août, provoquant la mort d'au moins un millier de civils, les Frères musulmans ont cessé de représenter un acteur significatif en termes politiques. Ils jouent un rôle déstabilisateur en fournissant une couverture politique aux protestations, mais il est peu probable qu'ils les dirigent effectivement ou qu'ils puissent le faire. Au sein de l'Alliance, on commence à percevoir des signes de dissension, puisque certains sont tentés de reconnaître la validité de la nouvelle Constitution (même s'ils préféreraient qu'elle n'existe pas) pour pouvoir concourir aux élections parlementaires qui auront lieu cette année. D'autres groupes islamistes en marge, qui rejettent le cadre constitutionnel actuel, ont adopté la violence en tant qu'outil pour changer la configuration politique d'Égypte. Le plus connu est Ansar Bait al Maqdis, qui s'est attribué la responsabilité de la plupart des attentats. Ces attaques sont surtout dirigées contre la police et l'armée, même si dernièrement les touristes étrangers sont aussi devenus une cible.

Le rôle d'Al Nour

Cependant, tous les islamistes ne s'opposent pas à la nouvelle situation post-Morsi. Le parti Al Nour, le principal groupe politique salafiste, a reconnu et appuyé depuis le début la destitution de Morsi par l'armée, et il a activement fait pression pour que les amendements constitutionnels post-Morsi soient approuvés en début d'année. Ils ne présenteront pas de candidat à la présidence, mais l'on prévoit qu'ils participeront aux élections parlementaires à la fin de l'année. Il est difficile de prédire quel rôle ils seront en mesure de jouer puisque la loi électorale n'a pas encore été promulguée. Il n'y a pas de doute que la façon dont les élections seront organisées – sur un système de listes ou sur un système de candidats individuels – supposera une différence. Cependant, d'une manière ou d'une autre, il semble clair que le parti Al Nour jouera un rôle dans le prochain Parlement ; reste à savoir son importance. Celle-ci pourrait être grande, de 30 %, ou petite, de 5 %, et personne ne peut prévoir quels seront les résultats de leur stratagèmes politiques, qui ont été, jusqu'ici, extrêmement pragmatiques, plutôt qu'idéologiques.

Le secteur non islamiste

D'autres groupes qui ont appuyé les nouvelles dispositions constitutionnelles se définissent comme non islamiste au sein du système de partis politiques. Qui plus est, la majorité des partis qui forment cette sphère ont secondé pratiquement du début jusqu'à la fin la rhétorique de la « guerre contre le terrorisme », même si quelques uns tentent d'opposer une certaine résistance au retour de ce qu'ils identifient comme les pratiques d'un « État sé-

curitaire ». Certains membres importants de ces partis ont rejeté le paradigme de la « guerre contre le terrorisme », mais ils sont encore faibles et incapables de mener à terme un changement politique de grande portée. Ceci pourrait changer au cours des prochains mois, mais, si tel était le cas, ils se verraient obligés à négocier avec de nouveaux éléments de la scène des partis politiques disposés à défendre l'« État profond », réintroduits dans l'arène politique à travers la création de nouvelles organisations. On ignore encore s'ils seront capables d'y réussir.

Le dernier groupe est formé par les coalitions (pour la plupart non islamistes) qui reconnaissent la validité des nouvelles dispositions constitutionnelles, mais qui rejettent le cadre de la « guerre contre le terrorisme ». De façon ironique, il s'agit des principaux responsables du déclenchement de la révolution il y a trois ans, mais actuellement ils se trouvent parmi ses bénéficiaires les plus vulnérables. Ces coalitions incluent certains secteurs des médias, des activistes des droits politiques et civils, et certains membres des partis politiques. Cependant, en raison de leur opposition à la rhétorique de la « guerre contre le terrorisme », de leur attitude critique vis-à-vis des autorités et de leur opposition à la Alliance des Anti-Coup d'État pro-Morsi, ils occupent une position extrêmement marginale dans l'actuel paysage politique égyptien. Les défenseurs de Morsi les accusent de ne pas s'être opposés à l'armée avec suffisamment de détermination, ce à quoi ils répondent en soulignant la convergence des Frères musulmans avec les intérêts de l'armée jusqu'au renversement de Morsi. Les bastions pro-militaires accusent ces groupes de « cinquième colonne » et de subversion. Il est peu probable que, dans un avenir proche, ils se trouvent en mesure de jouer un rôle effectif et constructif en ce qui concerne les événements politiques réels, puisqu'ils manquent d'une masse critique sur le terrain. De fait, la réelle fracture au sein de l'opinion publique est celle qui divise partisans de Morsi et partisans de l'armée.

En trois ans, l'Égypte a été témoin du renversement de deux présidents et de trois référendums constitutionnels. Au cours des prochains mois, il est probable que ses citoyens assistent à la formation du deuxième Parlement et à la cinquième autorité présidentielle en quatre ans. La stabilité continue à représenter non seulement la principale préoccupation pour l'immense majorité de la population de ce pays, mais aussi le désir le plus difficile à satisfaire. ■